

Madame la rectrice, mesdames et messieurs membres du CSA,

Rupture. C'est le mot lâché par le premier ministre, Sébastien Lecornu. On sait que le mot rupture ne dit rien en soi. La vraie et l'unique rupture doit être sur le fond contre ces projets d'austérité, contre toute poussées autoritaires et remises en cause de l'Etat de droit. La seule rupture observable c'est que le parlement a voté pour la première fois un texte proposé par l'extrême droite. Une première en France et un pas de plus vers la banalisation du RN. La seule rupture observable c'est que le parti présidentiel marche maintenant main dans la main avec l'extrême droite et la droite traditionnelle.

Le Premier ministre n'est en réalité prêt à aucune concession. S'il a annoncé la « suspension » de la réforme des retraites jusqu'aux prochaines élections présidentielles, cela est à mettre au crédit des mobilisations sur le budget depuis le mois de juillet, et en particulier de la rentrée sociale inédite construite par les organisations syndicales dans l'unité.

Ces mobilisations ont permis l'expression d'une exigence impérative de justice fiscale, sociale et environnementale et ont obligé Emmanuel Macron et son Premier ministre à ce premier recul dans la mise en œuvre de leur programme de politique néolibérale, poursuivie sans relâche depuis 7 ans. Reste que cette « suspension » de la réforme des retraites n'est qu'un leurre qui ne trompe personne. Il ne s'agit que d'un décalage tel que l'a très clairement rappelé le président Emmanuel Macron.

Nous voyons bien au travers du débat budgétaire actuel, que le président est arc-bouté sur ses politiques austéritaires qui ont plongé le pays dans la crise, pas question pour lui d'augmenter les recettes de l'État par des mesures de justice fiscale. Ces choix sont dangereux pour la cohésion sociale.

Gel du point d'indice, remplacement de l'abattement de 10 % pour les retraité-es par un plafond de 2 000 euros, doublement des franchises médicales, et pour notre ministère, sous couvert d'une baisse démographique, une suppression de 4.018 emplois d'enseignant-es (2.373 dans le premier degré et 1.645 dans le second degré). La FSU continue d'exiger l'abrogation de la réforme des retraites, la revalorisation des carrières, l'augmentation des salaires et des pensions des agent-es de la fonction publique et des mesures d'égalité salariale entre les femmes et les hommes. La FSU appelle à la mobilisation des retraités le 6 novembre devant et Sénat et continue d'exiger un tout autre budget pour 2026.

Les défis auxquels notre pays est confronté exigent de mieux répartir les richesses, de renforcer les services publics et notamment le service public d'éducation, de reconnaître le rôle incontournable des agent-es publics, de mieux rémunérer le travail, de se doter d'une protection sociale de haut niveau et d'en garantir l'accès universel. Il est désormais inévitable de faire contribuer les plus riches, dans l'intérêt général. Le budget 2026 doit être l'occasion de mettre en œuvre les mesures concrètes attendues par la population.

La FSU alerte depuis des années sur la nécessité de rompre, avec des politiques éducatives nocives pour les élèves et les personnels, qui n'ont fait que diminuer le temps scolaire et accroître les inégalités. Il y a plus que jamais urgence à réinvestir massivement dans le service public d'éducation pour enfin mettre en œuvre de réelles politiques de réduction des inégalités dans l'objectif d'augmenter le niveau de qualification de tous les jeunes.

A cet égard, la nomination d'Edouard Geffray qui était le numéro 2 de Jean Michel Blanquer au poste de ministre de l'EN est un mauvais signal envoyé à la profession : Ils ont ensemble mené une politique austéritaire, une politique de réformes qui ont augmenté les inégalités, qui a favorisé l'enseignement privé, qui a maltraité les

personnels, les représentants syndicaux. Notre ministre de l'EN a récemment justifié son choix de scolariser certains de ses enfants dans le privé, il poursuit ainsi l'héritage de ses prédécesseurs et leurs enfants. Pour reprendre un titre du café pédagogique : « quand aurons-nous un ministre de l'Éducation nationale qui aime l'école... publique ? Car aimer l'école publique c'est aimer la démocratie »

Dans l'enseignement professionnel, le constat est accablant. Depuis 2017, le nombre d'élèves a augmenté nationalement de 15 000 alors même que ce sont 1200 postes qui ont été supprimés. Les élèves en Bac Pro ont perdu 16% d'heures de cours. La précarité a explosé chez les PLP : le nombre de contractuel·les a doublé en huit ans, passant de 10 à 20%. Le SNUEP-FSU continue d'exiger l'abrogation du parcours dit en « Y ». Le SNUEP-FSU, dans le cadre d'une large intersyndicale, exige un plan d'urgence pour les lycées pros : + 1 milliard d'euros soit 0,5% des aides publiques aux grandes entreprises.

Concernant le premier degré, si lors du premier CSA de l'année nous soulignons une plus grande fluidité, cela aura malheureusement été de courte durée. L'année scolaire a bien mal commencée pour un certain nombre de nos collègues AESH qui se sont vues privé-es de leur salaire du mois de septembre ! Le métier d'AESH est tellement méprisé par notre institution, que non contente de ne les maintenir dans un statut précaire, elle ne leur offre même pas la garantie d'être rémunérées, même chichement, pour le travail essentiel qu'elles et ils accomplissent ! La FSU-SNUipp Paris a interpellé tout de suite la Madame la Rectrice et la direction de l'académie sur ce problème. La seule solution qui a été proposée aux AESH concernée, comme à chaque fois, fut le virement d'un acompte de 80%, près de 15 jour plus tard ! Comment peut-on accepter une telle situation ? **Nous demandons à l'Académie des explications sur ce manquement grave, de garantir à l'ensemble des personnels concernés toute aide financière et administrative dont elles et ils auraient besoin pour faire face aux difficultés qui découleraient de cet absence de salaire, et de tout mettre en œuvre pour sécuriser le versement des paies de nos collègues AESH à l'avenir. Ces problèmes de rémunération concernent également un grand nombre de versements d'indemnités à différentes catégories de personnels. Nous voulons comprendre. Dans quel autre métier peut-on travailler sans être rémunéré-e à la hauteur du travail effectué ?**

Concernant les AESH toujours, nous constatons encore et toujours, les manques de personnels pour accompagner les élèves notifié-es. Beaucoup d'écoles sont sous-dotées, beaucoup trop d'élèves se retrouvent sans l'accompagnement auquel ils et elles ont pourtant droit et besoin pour suivre leur scolarité. Trop d'AESH voient leurs conditions de travail se dégrader alors qu'elles et ils exercent déjà un métier difficile et mal considéré. **Nous demandons à la direction de l'académie un point sur la capacité de recrutement de l'académie de Paris, et sur son état actuel.**

Au-delà de la question vive des AESH, c'est tout le projet d'école inclusive qui continue d'être mis à mal, faute d'une réelle volonté politique d'investissement dans l'école publique. On demande aux écoles d'accueillir des élèves en milieu ordinaire porteur-euses de troubles et de difficultés parfois très lourdes sans aucun outil adapté, sans renfort de moyens humains, sans formation de tous les personnels et dans des classes de plus en plus chargées. On envoie même des enseignant-es T1 dans des dispositifs ULIS sans aucune formation, sans même les avoir prévenu-es, et en les nommant la veille pour le lendemain. Dans ces situations, tout le monde est en souffrance. Les enfants d'abord, dont les besoins spécifiques ne sont pas et ne peuvent pas être respectés, l'ensemble des professionnels qui les accompagne, privés de leur capacité à exercer correctement leur travail, mais aussi les familles et les autres élèves de l'école. Il y a urgence à agir sur ce sujet. Notre institution ne peut fermer les yeux sur ces échecs, ces souffrances et ces errances qui mettent à mal son projet et son ambition de faire réussir tous-tes les élèves ! La FSU-SNUipp a mené au printemps dernier une consultation de la profession. Les personnels se sont exprimés : ils veulent une école inclusive qui soit une promesse tenue, pas une vitrine politique. L'exécutif ne peut plus se contenter de déclarations d'intention : il doit entendre cette parole massive, et y répondre par des engagements clairs et chiffrés.

L'État doit enfin prendre ses responsabilités : la FSU-SNUipp appelle solennellement le gouvernement à organiser des États généraux de l'inclusion, réunissant Ministère, organisations syndicales représentatives des personnels, personnels du médico-social, associations et parents d'élèves. La FSU-SNUipp porte des propositions concrètes sur ce sujet : renforcement de l'enseignement spécialisé, recrutement et statut de fonctionnaire pour les AESH, développement d'équipes pluri-professionnelles, temps de concertation en équipe, développement de la formation pour tous les personnels, réduction des effectifs dans toutes les classes...

Sur la question des effectifs, justement, nous vous répétons aujourd'hui notre alerte concernant la carte scolaire parisienne. Alors que le débat sur le budget de l'État se tient à l'Assemblée, et que les orientations libérales et austéritaires se poursuivent au sein de l'exécutif, nous l'affirmons, les écoles parisiennes ne pourront pas supporter de nouvelles suppressions de postes cette année ! Que l'on ne parle pas de conditions favorables ou de situation privilégiée ! La dégradation continue du service public d'éducation à Paris comme ailleurs est tangible et insupportable pour toutes celles et ceux qui sont un tant soit peu attaché-es à l'école publique. **Nous exigeons qu'aucune suppression de poste ne soit inscrite au budget 2026, qu'aucune suppression de poste ne soit imposée à l'académie de Paris, et que des créations soient actées pour couvrir tous les besoins. Par ailleurs, nous rappelons notre opposition profonde au financement des écoles privées. L'argent public pour l'école publique !**

Enfin, nous tenons à alerter Madame la Rectrice et la Direction de l'Académie sur des dérives constatées dans les circonscriptions. Injonctions injustifiées, autoritarisme auprès des adjoint-es comme des directeur-ices d'école, intimidation de collègues en début de carrière, surveillance des équipes, profilages excessifs des postes de la circonscription : certains IEN croient pouvoir s'émanciper des règles collectives et des droits des personnels ! Le règne de l'arbitraire, de l'opacité et de l'autoritarisme n'a rien à faire dans notre institution. Une circonscription n'est ni un fief, ni la filiale d'une grosse entreprise ! Les pires techniques managériales n'ont rien à faire dans nos écoles. La FSU-SNUipp Paris sera toujours en soutien des collègues malmené-es par la hiérarchie, et toujours mobilisée pour rappeler à tous-tes les principes d'équité, de transparence et de règles collectives qui fondent le statut de la fonction publique d'État ! **Nous demandons à Mme la Rectrice et à la direction de l'Académie de veiller à ce que le cadre commun de travail dans l'académie reste toujours respectueux des droits des personnels.**

J'ajoute un dernier mot, puisque le CDEN a été repoussé au 27 novembre, nous demandons aujourd'hui des informations sur la convention concernant les décharges de direction. En septembre la Mairie semblait très confiante, mais nous ne voyons toujours rien venir, alors que le budget 2026 est déjà en discussion.